

Le Panorama de presse quotidien de la Région Hauts-de-France



Réalisé par le service Presse de la
Direction de l'Information et de l'Accueil

04 janvier 2017



Ce Panorama de presse est constitué d'une sélection d'articles issus des presses quotidiennes nationales et régionales Nord Pas de Calais - Picardie, classés par thème.

Pour tout complément d'information :

Direction de l'Information et de l'Accueil
Service Presse
Poste (4)6741, (4)6742, (4)6744
Panoramapresse@nordpasdecalaispicardie.fr
151 Avenue du Président Hoover - Lille



SOMMAIRE

P - EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

(6 articles)


Le journal de la Côte d'Opale
mercredi 4 janvier 2017

Zone logistique Calais Premier: les acteurs ne baissent pas les bras (310 mots)

Page 7

Les chiffres faisaient rêver: Calais Premier, une zone logistique de 160 hectares aux portes de Calais Port 2015 et du tunn...


Le journal de la Côte d'Opale
mercredi 4 janvier 2017

LES FAITS (128 mots)

Page 8

LES FAITS 28 février 2011: Didier Caudard-Breille, président de DCB, présente ses intentions pour Calais: créer ni plus ni ...


Le journal de la Côte d'Opale
mercredi 4 janvier 2017

Deux millions d'euros pour CargoBeamer (235 mots)

Page 9

Octobre 2015... Les investisseurs avouent un certain retard à l'allumage pour l'implantation d'un site CargoBeamer, le spéc...


Le journal de la Côte d'Opale
mercredi 4 janvier 2017

«En contact sérieux avec un chargeur étranger» (256 mots)

Page 10

Le silence radio est très pesant sur le projet Calais Premier. Est-il toujours d'actualité? «Nous n'avons en aucun cas bais...


mercredi 4 janvier 2017

L'antenne soissonnaise de Cap'emploi en sursis (440 mots)

Page 11

À la fin du mois, un conseiller et un cadre quitteront l'antenne soissonnaise de Cap emploi située au 8 rue de Mayenne, prè...


mercredi 4 janvier 2017

des bénéficiaires saluent la qualité du travail de l'association (193 mots)

Page 12

«Il faut absolument faire quelque chose pour sauver Cap emploi», répète Fabrice Prudhommeaux, l'un des bénéficiaires. Il es...

VP1 - SOLIDARITÉS AVEC LES TERRITOIRES, CONTRAT DE PLAN ETAT-RÉGIO..

(1 article)


mercredi 4 janvier 2017

Le top 20 des villes les plus peuplées des Hauts-de-France (454 mots)

Page 14

Par Bruno Renoul region@lavoixdunord.fr Région. Le Nord, avec dix représentantes, et particulièrement la métropole lilloise...

VP4 - DÉVELOPPEMENT DURABLE, TRI, TRANSITION ÉNERGÉTIQUE...

(1 article)

LesEchos
LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE

mercredi 4 janvier 2017

DBT lance un plan de restructuration pour ses bornes de recharge (342 mots)

Difficile fin d'année 2016 pour DBT, le leader européen ...

Page 16

VP7 - AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE

(1 article)

L'union

mercredi 4 janvier 2017

Nous sommes asphyxiés (297 mots)

La cérémonie des vœux à la maison de l'agriculture est dans l'Aisne un rendez-vous incontournable des élus et des décideurs...

Page 18

VP9 - FORMATION ET RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

(2 articles)

**Courrier
picard**

mercredi 4 janvier 2017

Locaux à louer cherchent entreprises (498 mots)

Sans surprise, l'année a commencé sur le thème de l'emploi pour la toute nouvelle communauté d'agglomération du Saint-Quent...

Page 20

**Courrier
picard**

mercredi 4 janvier 2017

L'Amorce en bref (82 mots)

L'Amorce en bref Les lieux, situés dans la zone d'activités des autoroutes, se composent de trois cellules qui peuvent être...

Page 21

VP11 - LYCÉES

(1 article)

LesEchos
LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE

mercredi 4 janvier 2017

Réunis en collectif, les enseignants des ex-lycées de ZEP ne désarment pas (500 mots)

En parodiant Henri Salvador au rythme de « Le lion est mort ce soir », plu...

Page 23

VP12 - RÉNOVATION URBAINE, LOGEMENT, INNOVATION NUMÉRIQUE...

(1 article)

LA VOIX DU NORD

mercredi 4 janvier 2017

Toutes les grandes villes s'y mettent mais à Lille, l'open data attendra (544 mots)

Page 25

par sébastien bergès lille@lavoixdunord.fr LILLE. «Quand je me regarde, je me désole, quand je me compare, je me console», ...

VP14 - RURALITÉ, DÉVELOPPEMENT DU NUMÉRIQUE, FAMILLE...

(2 articles)

LA VOIX DU NORD

mercredi 4 janvier 2017

Accueil des migrants : deux mois plus tard, où en est la cohabitation ? (627 mots)

Page 27

DOUAI. On sonne chez Malika (photo ci-dessous). Début novembre, cette mère de deux ados s'était dite «carrément paniquée» l...

LA VOIX DU NORD

mercredi 4 janvier 2017

Dans les centres, l'avenir se précise (242 mots)

Page 28

Suite au démantèlement de Calais, 700 migrants ont été accueillis dans les centres d'accueil et d'orientation (CAO) des Hau...

VP15 - SANTÉ

(2 articles)

LA VOIX DU NORD

mercredi 4 janvier 2017

Le coup de pouce de l'Agglo pour attirer de jeunes médecins

(563 mots)

Page 30

Par Estelle Baillieux maubeuge@lavoixdunord.fr Sambre. C'est en quelque sorte la carotte brandie au nez des étudiants en fa...

LA VOIX DU NORD

mercredi 4 janvier 2017

L'hôpital délocalise son offre de soins: «une fausse bonne idée»? (321 mots)

Page 31

En parallèle des mesures incitatives mises en place par l'Agglo, d'autres acteurs locaux de la santé tentent de répondre au...

CARNET

(2 articles)

LA VOIX DU NORD

mercredi 4 janvier 2017

Seul candidat à la succession de Gilbert Défossé, Patrick Kowalczyk élu maire hier soir (411 mots)

Page 33

Abscon. Sans surprise, Patrick Kowalczyk a été élu maire hier soir. Il remplace Gilbert Défossé, premier magistrat de la co...

LA VOIX DU NORD

mercredi 4 janvier 2017

Marie-Suzanne Copin inscrit ses pas dans ceux d'André Lenquette (391 mots)

Page 34

PAR SÉBASTIEN CHÉDOZEAU valenciennes@lavoixdunord.fr BEUVRAGES. Elle a soufflé pour relâcher la pression et adressé un sobr...

POLITIQUE RÉGIONALE

(1 article)

LA VOIX DU NORD

mercredi 4 janvier 2017

8e circonscription : cinq élus en compétition pour être le candidat de la droite (495 mots)

Page 36

PAR BRUNO RENOUL brenoul@lavoixdunord.fr ROUBAIX et wattrelos. Ils se voient tous députés. Pas moins de cinq élus de la maj...

POLITIQUE NATIONALE

(2 articles)

LE FIGARO

mercredi 4 janvier 2017

Drimaire à droite : que signifient es écarts de la participation ? (2200 mots)

Page 38

Les critères démographiques ont primé sur les critères politiques pour expliquer le taux de participation. C'est ce que montre une ...

LE FIGARO

mercredi 4 janvier 2017

Ce que cache la révolution territoriale de Marine Le Pen (663 mots)

Page 41

eu sur les régions ! Pour le lancement de sa campagne présidentielle, on attendait FMarine Le Pe...

P - EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Zone logistique Calais Premier: les acteurs ne baissent pas les bras

Les chiffres faisaient rêver: Calais Premier, une zone logistique de 160 hectares aux portes de Calais Port 2015 et du tunnel qui prévoit l'embauche de 2 000 à 3 000 Calaisiens... CargoBeamer, lui, espère ouvrir sa ligne en 2014. Plus de deux ans après, les Calaisiens sont au mieux interrogatifs, au pire très pessimiste sur les chances de développement de ce dossier. Pourtant, Calais Premier vit encore. Natacha Bouchart le place toujours en haut de la pile des dossiers à défendre que ce soit devant le président de la République, auprès du Premier ministre ou du président de

la Région. Des plaidoiries assez lucratives: «Le président de Région Xavier Bertrand a fait voter une subvention de 2 millions d'euros pour CargoBeamer. Et nous avons aussi déposé à la Région un dossier dans le cadre d'un fonds européen lié au contrat de territoire», souligne Natacha Bouchart qui tempère: «Ces dossiers sont toujours très longs à instruire...» Et le maire de Calais espère trouver une porte de sortie pour l'aide inscrite dans le contrat de plan signé avec le Premier ministre. Une somme entre 1 et 3 millions d'euros permettra l'enfouissement du réseau

haute tension et fera ainsi baisser les coûts de construction. Pour tous ces acteurs, la logistique sur Calais Premier verra le jour. Il ne peut en être autrement. Un rendez-vous en février mettra autour d'une table les élus, les représentants de Calais Premier et de CargoBeamer: «Deux dossiers qui vont se projeter plus facilement, vu les circonstances», soutient le maire de Calais, sous-entendant que, sans Jungle, les investisseurs pourraient à nouveau regarder du côté de Calais.P.H. ■



LES FAITS

LES FAITS 28 février 2011: Didier Caudard-Breille, président de DCB, présente ses intentions pour Calais: créer ni plus ni moins que la plus grande zone logistique au nord de Paris. Il parle alors d'une ouverture en 2013 ou 2014. 30 décembre

2011: dépôt du permis de construire
26 octobre 2012: CargoBeamer, qui a choisi d'implanter son concept innovant de transport ferroviaire pour le fret, fait entrer son premier train en gare de Calais Ville. Les Allemands espèrent arriver à Calais en 2014. No-

vembre 2013: Didier Caudard-Breille, PDG de DCB, est présent sur le site de Calais au Mapiç pour faire la promotion de son projet et signer la construction du nouveau centre d'Armatis. ■



Deux millions d'euros pour CargoBeamer

Octobre 2015... Les investisseurs avouent un certain retard à l'allumage pour l'implantation d'un site CargoBeamer, le spécialiste allemand du ferroutage, sur le site de la Turquerie. Le premier planning prévoit un démarrage de l'activité vers la fin 2015, au pire au tout début de 2016. Malheureusement, un an plus tard, nous en sommes toujours au même point. Bien loin du déchargement des premières remorques venues en ligne droite de Leipzig sur les

quais de Calais Premier. Mais pas de panique du côté des investisseurs. La situation est tendue mais pas désespérée. La meilleure preuve, le patron de CDB International, propriétaire de la Turquerie et promoteur de Calais Premier, a décidé de prendre 49% de part dans ce projet de ferroutage. CargoBeamer restera majoritaire à 51%. En novembre, le conseil régional, version Bertrand, démontre qu'il croit dur comme fer au projet. Il décide de voter une enveloppe de 2 mil-

lions d'euros pour déclencher les travaux du terminal ferroviaire, projet qui s'élève à 50 millions d'euros. Si le nombre d'emplois ne sera pas spectaculaire, une trentaine en direct et une cinquantaine en comptant la sous-traitance, ce projet est essentiel pour le démarrage de la zone logistique qui s'étale sur 160 hectares autour de CargoBeamer. ■



«En contact sérieux avec un chargeur étranger»

Le silence radio est très pesant sur le projet Calais Premier. Est-il toujours d'actualité? «Nous n'avons en aucun cas baissé les bras sur nos développements calaisiens. Je suis personnellement à l'origine de ce projet. Toutefois, je ne dois pas vous cacher que l'actualité calaisienne ne nous a pas aidés dans le développement de Calais Premier, comme elle n'a pas aidé les affaires en général ni l'ensemble des acteurs.» Vous aviez quelques contacts pour une implantation à la Turquie... Sont-ils en-

core actifs? «Nous continuons activement à chercher des grands utilisateurs par nos propres moyens. Nous avons d'ailleurs un contact étranger très sérieux en cours pour 15 000 m².» Vous avez vendu l'immeuble Armatis. Quelle analyse peut-on en faire? «La vente de l'immeuble Armatis à un investisseur, est une très bonne nouvelle pour le Calais. Le groupe DCB a créé une dynamique commerciale extrêmement positive autour de cette opération, et si cela n'avait pas été le cas nous serions

toujours propriétaires sans problème.» Vous ne baissez donc pas les bras sur le développement de votre groupe à Calais? «Sur nos projets calaisiens, nous ne renonçons pas, bien au contraire. Nous avons même, avec nos professionnels de la logistique créé une filiale dédiée, DCB Logistics, pour être plus efficaces dans nos réponses. Nous rencontrerons le maire de Calais rapidement pour exposer nos stratégies.» ■



L'antenne soissonnaise de Cap'emploi en sursis

A la fin du mois, un conseiller et un cadre quitteront l'antenne soissonnaise de Cap'emploi située au 8 rue de Mayenne, près du centre des impôts. Ils subissent un licenciement économique. Par ailleurs, le contrat de l'employée qui est à l'accueil, ne sera pas renouvelé. Cette antenne qui rayonne aussi sur Château-Thierry, ne comptera plus que deux employés alors qu'elle traite environ 600 dossiers. Deux autres personnes seraient licenciées, à l'antenne de Saint-Quentin. L'association départementale aurait de grosses difficultés de trésorerie depuis l'arrivée d'un nouveau directeur. Cet organisme spécialisé, accompagne des personnes handicapées à retrouver du travail, des formations et les conseille. Installée depuis le début des années 2000 à Soissons, elle travaille aussi avec les employeurs. Il y avait à l'époque un seul salarié. La loi handicap votée en 2005 a fait grimper le nombre de dos-

siers. Les entreprises risquent de plus grosses pénalités si elles n'ont pas le quota de travailleurs handicapés. L'entreprise cotterézienne Cuir auto shop, où la ministre du Travail s'est rendue le 16 décembre, a bénéficié de ses services pour son recrutement. Les conseillers ont des formations spécifiques pour cet accompagnement. Par exemple, l'un d'eux parle la langue des signes.

Beaucoup de questions encore sans réponse

Selon nos informations, l'association départementale souffre de grosses difficultés de trésorerie depuis l'arrivée d'une nouvelle personne à la direction, il y a trois ans. Ce directeur est Georges Dia. L'homme a été condamné en février 2015 par le tribunal correctionnel de Saint-Quentin pour faux et usage de faux, abus de bien social. Il a été reconnu cou-

pable de mouvements de fonds illégaux entre Promotrans dont il a été directeur et le club de football AS Fresnoy qu'il a dirigé. La peine prononcée: quatre mois de prison avec sursis et 4000 euros d'amende. Pour l'instant, une première version situerait les difficultés de Cap'emploi, au niveau d'une mauvaise gestion de la trésorerie. Beaucoup de questions restent sans réponse. Certains dossiers seront-ils traités à Laon, au siège? Pôle Emploi reprendrait-il certains cas, au moins temporairement? On ne sait pas non plus si cette antenne peut être maintenue avec seulement deux employés. Anaïs Gerbaud Le directeur n'est pas disponible actuellement. Malgré nos tentatives, nous ne sommes pas parvenus à joindre la directrice adjointe. ■



des bénéficiaires saluent la qualité du travail de l'association

«Il faut absolument faire quelque chose pour sauver Cap emploi», ré-
pète Fabrice Prudhommeaux, l'un
des bénéficiaires. Il est travailleur
handicapé à cause d'une spondylar-
thrite ankylosante. «Grâce à eux, de-
puis 10 ans, j'ai toujours réussi à
trouver du boulot: des contrats
uniques d'insertion (CUI), un CDD...
Ils nous aident à trouver un emploi

adapté à nos capacités.» Employé
dans le secteur de l'animation, il dé-
crit des conseillers «très à l'écoute».
«Ce sont des personnes très compé-
tentes.» Hier matin, il n'a pu obtenir
un rendez-vous avec son conseiller
parce que le personnel ne sait pas ce
qu'il va advenir de la structure. Va-
lérie Privé, est tout aussi élogieuse.
Ancienne ambulancière, elle est han-

dicapée depuis un accident du tra-
vail. Depuis qu'elle est suivie à Cap
emploi, c'est-à-dire quatre ans, elle
a trouvé des formations et est sur le
point d'avoir son bac de technicienne
logistique en entreposage. «Ils n'ont
pas lâché l'affaire et je les remercie
de m'avoir aidée.» ■



VP1 - SOLIDARITÉS AVEC LES TERRITOIRES, CONTRAT DE PLAN ETAT-RÉGIO..

Le top 20 des villes les plus peuplées des Hauts-de-France

Par Bruno Renoul
region@lavoixdunord.fr Région. Le Nord, avec dix représentantes, et particulièrement la métropole lilloise, avec six communes présentes, se taillent sans surprise la part du lion de ce classement des villes les plus peuplées de la région Hauts-de-France. Ce top 20 a été réalisé grâce aux chiffres des populations légales de 2014, publiés ce lundi par l'INSEE. Sans surprise, car le Nord domine outrageusement la troisième région de France, forte d'un peu plus de 6 millions d'habitants. Ce département compte 2,6 millions d'habitants, devant le Pas-de-Calais à 1,47 million. Les départements picards sont loin derrière : l'Oise compte 818 680 habitants, la Somme 571 632 et l'Aisne 539 783. Ce qui n'empêche pas les villes picardes d'être bien représentées: Amiens, Saint-Quentin et Beauvais figurent

dans le top 10. Notons que Lille fait figure de «petite» grande ville. Avec 233 897 habitants, il se confirme qu'elle tire sa force de la métropole à laquelle elle appartient, puisqu'elle est très loin derrière Marseille (858 120) et Lyon (506 615). Même Nice (343 895) Nantes (298 029) ou Bordeaux (246 586) la dépassent. Par mesure de comparaison, l'agglomération roubaisienne, avec 233 137 habitants, pèse presque autant que Lille intra-muros. Dans le Pas-de-Calais, la préfecture Arras est distancée par les villes portuaires que sont Boulogne et Calais, seule ville de ce département à figurer dans le top 10. Dernier enseignement de ce classement, la dynamique démographique de Tourcoing met la ville de Gérald Darmanin en position de dépasser Roubaix dans les années qui viennent. La cité du Broutteux n'est désormais distante de l'ancienne ca-

pitale du textile que de 271 habitants.

Le classement

1. Lille (Nord) 233 897
2. Amiens (Somme) 132 479
3. Roubaix (Nord) 95 600
4. Tourcoing (Nord) 95 329
5. Dunkerque (Nord) 89 160
6. Calais (Pas-de-Calais) 76 402
7. Villeneuve-d'Ascq (Nord) 62 869
8. Saint-Quentin (Aisne) 55 878
9. Beauvais (Oise) 54 738
10. Valenciennes (Nord) 43 787
11. Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) 42 476
12. Wattrelos (Nord) 41 337
13. Arras (Pas-de-Calais) 40 970
14. Douai (Nord) 40 736
15. Compiègne (Oise) 40 732
16. Marcq-en-Barœul (Nord) 39 291
17. Creil (Oise) 34 922
18. Cambrai (Nord) 32 897
19. Liévin (Pas-de-Calais) 31 590
20. Lens (Pas-de-Calais) 31 398 ■



VP4 - DÉVELOPPEMENT DURABLE, TRI, TRANSITION ÉNERGÉTIQUE...

DBT lance un plan de restructuration pour ses bornes de recharge

Difficile fin d'année 2016 pour DBT, le leader européen des bornes de recharge rapide pour véhicules électriques. Basé à Douai, l'industriel avait annoncé, en septembre, un recul de son chiffre d'affaires de 40 %, tombé à 10 millions d'euros pour l'exercice 2015-2016. Ce trou d'air a pesé sur la trésorerie qui nécessite, aujourd'hui, un renflouement de 3 millions d'euros. C'est pourquoi DBT annonce un plan d'économies internes de 1 million d'euros en rythme annuel, qui passe notamment par l'arrêt de l'intérim et des CDD. Ces moyens vont lui permettre de tenir au premier trimestre 2017, mais il lui faut lever 2 millions de plus à court terme, via notamment une augmentation de capital. Des discussions sont en cours avec des partenaires

chinois, mais aussi japonais. Le président de DBT, Hervé Borgoltz, espère conclure cette opération d'ici à juin prochain. Il n'exclut pas non plus de céder, si besoin, d'autres actifs. Outre les bornes de recharge, la société produit également des transformateurs et des mobiliers urbains (bornes escamotables, électriques pour les marchés...).

L'entreprise a subi une transformation du secteur vers des véhicules aux batteries toujours plus puissantes pour afficher de meilleures autonomie, qui supposent une augmentation corollaire des puissances des chargeurs. Du coup, DBT a décidé de réduire son activité de chargeurs semi-rapides au profit des plus rapides et de son futur super chargeur

de nouvelle génération, le NG 150. S'il est techniquement prêt, il faut encore l'industrialiser avant une commercialisation attendue en septembre prochain. DBT estime ainsi pouvoir retrouver le chemin de la croissance, avec 12 à 18 mois de retard sur le plan initial.



Correspondant à Lille ■

par Olivier Ducuing

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

DBT

Date de création : 1990

Président : Hervé Borgoltz

Chiffre d'affaires :

10 millions en 2015-2016

Effectif : 84 personnes

Secteur : véhicule électrique



VP7 - AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE

Nous sommes asphyxiés

La cérémonie des vœux à la maison de l'agriculture est dans l'Aisne un rendez-vous incontournable des élus et des décideurs. La rencontre, prisée par les décideurs et les élus, résonne comme le premier rendez-vous de la nouvelle année avant la longue série d'autres rendez-vous institutionnels. Hier soir, l'intervention d'Olivier Dauger, président de la chambre d'agriculture, a été marquée par une tonalité très grave. «Nous allons vivre encore des moments difficiles, économiquement mais aussi humainement. L'agriculture va mal, des femmes et

des hommes sont dans une situation critique aujourd'hui. Je le répète, la situation est grave et le premier semestre va être compliqué, très compliqué.» Ici, nous avons la volonté de défendre la ruralité qui nous anime tous. Le président de la chambre d'agriculture Olivier Dauger s'est exclamé: «Non, Mesdames et messieurs, la ruralité, ce n'est pas le retour des serfs et des manants! Elle ne doit pas devenir le faire-valoir de l'utopie des grandes métropoles. Ici, nous avons la volonté de défendre la ruralité qui nous anime tous. Que la crise et le moral en berne soit un dé-

clencheur pour rebondir.» C'est ensuite l'administration qui a concentré ses critiques: «Elle est devenue une machine à pondre normes et taxes. Lorsque je me suis installé, l'administration accompagnait. Aujourd'hui, elle contrôle et verbalise. Ce qui complique fortement le travail des fonctionnaires. Et, cerise sur le gâteau, elle devient de moins en moins pragmatique. Quel que soit notre secteur, nous sommes asphyxiés et placés en distorsion de concurrence permanente.» Thierry de LESTANG PARADE ■



VP9 - FORMATION ET RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

Locaux à louer cherchent entreprises

Sans surprise, l'année a commencé sur le thème de l'emploi pour la toute nouvelle communauté d'agglomération du Saint-Quentinois. La collectivité a inauguré hier le nouveau bâtiment évolutif de L'Amorce, situé dans la zone d'activité des autoroutes. Constitué de trois cellules, le nouvel ensemble se destine à des entreprises qui souhaitent s'installer dans le Saint-Quentinois, ou tout simplement s'agrandir. La Secad, qui accroît son activité, loue déjà l'un des deux ensembles de 520m², constitués de 400m² d'ateliers et de 120 m² de bureaux. L'Amorce contient également un local constitué de 120m² de bureaux. De discussions se tiennent en ce moment pour d'autres implantations d'entreprises. «Dans la mode, il y a du prêt-à-porter, ici, il s'agit de prêt à l'emploi.» Frédérique Macarez «Pour louer un atelier, il faut compter 40€ hors taxes et hors charges par mètre carré à l'année, chiffre Héloïse

Larzillière, responsable industrie et services à l'industrie à l'Agence de développement du Saint-Quentinois. Pour les bureaux, le tarif est de 110€ hors taxes et hors charges au mètre carré par an.» Pour le moment, seules trois cellules ont été construites. Mais le bâtiment se veut évolutif. «1160 m² ont été construits, mais nous pouvons encore nous développer, souligne la responsable. Nous avons une emprise foncière de 10000 m².» C'est pour ne pas rater de nouveaux emplois créés grâce à l'installation d'une nouvelle entreprise que l'Agglo a décidé de la construction de l'Amorce. «Dans la mode, il y a du prêt-à-porter, ici, il s'agit de prêt à l'emploi, décrit Frédérique Macarez, vice-présidente chargée des actions de développement intracommunautaires et du numérique, à l'origine du projet. Nous en avons assez de voir des porteurs de projets arrivant sur le territoire qui ne trouvaient pas de bâtiments en

cherchant dans le privé.» Xavier Bertrand, président de l'Agglomération, en a profité pour réaffirmer que l'emploi, c'est son dada. «Nous cherchons juste à ce que les entreprises se disent que s'installer dans le Saint-Quentinois, ça peut être rapide. Il faut bâtir pour attirer.» La construction de l'Amorce a coûté environ deux millions d'euros: l'État a participé à hauteur de 380000€ et la Région à hauteur de 500000€. «Demain s'il y a une extension, la Région pourra la financer», promet Xavier Bertrand. L'Agglomération devrait continuer dans cette optique de dérouler le tapis rouge aux entreprises souhaitant s'installer dans le secteur, puisqu'elle réfléchit à un nouveau type de contrat d'implantation qui permettrait de faciliter et d'accélérer les démarches pour les nouveaux arrivants potentiels. BENJAMIN MERIEAU Renseignements au 0323069300. ■



L'Amorce en bref

L'Amorce en bref Les lieux, situés dans la zone d'activités des autoroutes, se composent de trois cellules qui peuvent être louées à des entreprises. Deux d'entre elles contiennent 400 m² d'ateliers et 120m² de bureaux, tandis que la dernière contient uniquement 120m² de bureaux. Une cellule de 520 m² est déjà occupée. La zone d'activité des autoroutes est actuellement occupée par dix entreprises et concerne 600 emplois. ■



VP11 - LYCÉES

Réunis en collectif, les enseignants des ex-lycées de ZEP ne désarment pas

Ils se voient comme « les oubliés » de la réforme de l'éducation prioritaire. Et jugent insuffisants les gestes de la ministre Najat Vallaud-Belkacem.

En parodiant Henri Salvador au rythme de « Le lion est mort ce soir », plusieurs dizaines de professeurs de lycées d'éducation prioritaire tentaient de se faire entendre, mardi, place de la République, à Paris. Tous sont membres du collectif Touche pas ma ZEP, qui avait appelé à la grève en ce jour de rentrée scolaire. C'est la sixième depuis septembre, elle est reconduite jusqu'à jeudi. Les enseignants mobilisés, soutenus par la CGT, FO, FSU et SUD, se félicitent que 95 établissements aient signé l'appel du collectif. A Marseille et dans l'académie de Lille, quelques établissements ont fermé leurs portes, mardi. Du côté du ministère de l'Éducation, on fait état d'une participation « très faible, concentrée sur une dizaine de lycées avec des taux de participation très variables ».

Les enseignants mobilisés disent avoir été « les oubliés » de la réforme de l'éducation prioritaire de 2014. Celle-ci a supprimé les zones d'éducation prioritaire (ZEP) et créé

des réseaux d'éducation prioritaire (REP et REP +) touchant collèges et écoles. Mais pas les lycées. Les inquiétudes montent, avec la fin du quinquennat qui se profile.

La réforme manquante

« Les choses se jouent au primaire, pas au lycée, estime pourtant le président de l'Observatoire des zones prioritaires (OZP), Marc Douaire, en désaccord avec le collectif. « Je ne dis pas qu'il n'y a pas de problème en lycée, mais on ne peut pas donner le label d'éducation prioritaire comme si c'était le sésame, chaque fois que des enseignants rencontrent des difficultés. » La contestation actuelle renvoie, selon lui, à un autre problème : « La réforme du lycée, qui n'a pas été faite. »

En décembre, la ministre de l'Éducation, Najat Vallaud-Belkacem, avait tenté de calmer le jeu : maintien, jusqu'en 2019, des indemnités de ces enseignants, des droits dont

ils bénéficient pour leur mutation, et des moyens supplémentaires des établissements. En attendant « la redéfinition de la politique d'éducation prioritaire dans les lycées », que Najat Vallaud-Belkacem a promise pour « le prochain quinquennat que nous effectuerons ». « ça s'appelle du chantage », rétorque-t-on du côté du collectif. Où l'on redoute que les 450 emplois annoncés pour la rentrée 2017 ne soient compromis par la prochaine élection présidentielle. « On réclame des moyens et des classes aux effectifs réduits », confie Clément Airaud, enseignant au lycée Romain-Rolland de Goussainville (Val-d'Oise). Il rappelle la visite de Najat Vallaud-Belkacem, en juin 2015, dans l'établissement. La ministre avait « salué les très bons résultats de ce lycée », grâce à « beaucoup d'accompagnement personnalisé [et] de travail en petits groupes ».

■

par Marie-Christine Corbier



VP12 - RÉNOVATION URBAINE, LOGEMENT, INNOVATION NUMÉRIQUE...

Toutes les grandes villes s'y mettent mais à Lille, l'open data attendra

Par sébastien bergès
lille@lavoixdunord.fr LILLE.
«Quand je me regarde, je me désole,
quand je me compare, je me
console», dit la maxime. Quand on
regarde l'accès aux données pu-
bliques offert par la mairie de Lille,
on se désole. Et quand on le compare
à d'autres villes, on se désespère car-
rément. La municipalité donne
l'impression d'avoir complètement
raté le train de la transparence et de
l'open data1.

Savoir, c'est pouvoir

L'open data (données ouvertes), ou
l'ouverture des données aux citoyens,
n'est plus exactement un territoire
vierge. Sur la carte de l'association
OpenData France, le territoire natio-
nal est constellé de dizaines
d'épingles colorées. Signe de
l'adhésion croissante des collectivi-
tés à cette démarche de mise en com-
mun de l'information publique, fac-
teur d'intelligence collective,
d'engagement et d'innovation (les
données peuvent être exploitées li-
brement, pour créer par exemple de

très pratiques applications mobiles).
Savoir, c'est pouvoir. Comme
d'habitude, il y a la rangée des bons
élèves. On y trouve sans surprise
Rennes, Toulouse, Nantes, Stras-
bourg, Bordeaux, Montpellier, re-
jointes par des villes moyennes, Gre-
noble, La Rochelle, Saint-Malo, Nan-
cy...

La ville d'Euratech a raté le virage des données

Et puis il y a les autres. Les territoires
sont à la traîne. C'est le cas des
Hauts-de-France (qui possèdent un
portail, pour qui s'arme de courage),
où seules les villes de Saint-Quentin
et récemment Roubaix ont libéré
leurs données. La MEL vient de sau-
ter le pas. Mais ne cherchez surtout
pas Lille. La capitale régionale brille
par son absence. La ville
d'Euratechnologies, le fleuron de la
French Tech, semble avoir complè-
tement raté le virage. Ailleurs, c'est
l'abondance. Des tableaux, des gra-
phiques, des plans par pelletées, du
plus fondamental aux plus trivial. Les
Nantais peuvent trouver, dans les

800 bases de données proposées par
leur portail, le trafic routier en temps
réel ou la carte des défibrillateurs, les
Rennais (200 bases) la liste des pré-
noms des nouveaux nés de la ville ou
la carte des accidents de circulation,
les Rochelais (343 bases) le nombre
de défunts par tranche d'âge dans les
cimetières ou l'implantation des
bancs publics, les Bordelais (68
bases) la localisation et les limites
d'âge des aires de jeux ou les collec-
tions des musées. À Lille, c'est le dé-
sert. Le néant. Ses données, la ville
les garde prisonnières. À tel point
que des documents aussi élémen-
taires que les délibérations du conseil
municipal ne sont toujours pas ac-
cessibles en ligne. Seul un «compte
rendu succinct» est royalement pro-
posé aux internautes curieux (mais
pas trop). Pour le texte intégral, il
faudra compulser les liasses de plu-
sieurs centaines de pages affichées à
l'hôtel de ville. Parfois, cette mode
du rétro finit par être horripilante.
(1)Sollicitée par «La Voix» pour ex-
pliquer sa position, la mairie n'a pas
donné suite. ■



VP14 - RURALITÉ, DÉVELOPPEMENT DU NUMÉRIQUE, FAMILLE...

Accueil des migrants : deux mois plus tard, où en est la cohabitation ?

DOUAI. On sonne chez Malika (photo ci-dessous). Début novembre, cette mère de deux ados s'était dite « carrément paniquée » lorsqu'elle avait appris que quinze Afghans et Pakistanais allaient arriver dans les petits immeubles un peu délabrés de sa résidence des Quarante. « J'en ai fait des cauchemars. On devrait les mettre d'un côté et nous de l'autre ! » Deux mois plus tard, toujours entre cuisine et cigarette, elle nuance : « Certains sont très gentils. Il y en a même un qui m'a apporté des chocolats. » Sous le regard moqueur de ses filles, elle ajoute : « Quelques-uns ont une belle figure ! » Mais pour d'autres, ça ne passe toujours pas : « Il y en a qui me font peur. » À 15 ans, sa fille Marie qui trouvait que certains migrants « avaient un drôle d'air », a changé d'approche : « Ils ont autant peur que nous. Et puis ils ont dû fuir des horreurs, il faut les soutenir. Pas comme certains qui les insultent ! » Le rejet demeure donc dans les immeubles avec certains qui demandent toujours à leurs enfants de rentrer quand les Afghans sortent. À 36 ans, Mi-

chaël (photo ci-dessous) trouve que ses voisins ont fait beaucoup de bruit : « Bon là ça s'est calmé mais, de toute façon, on devrait plutôt aider les SDF français. » On voudrait lui dire que l'un n'empêche pas l'autre mais sa porte s'est déjà refermée. Au fil des couloirs, on reconnaît que les migrants sont « discrets » et on regrette comme il y a deux mois qu'ils ne parlent pas mieux français. Son bébé dans les bras, Hayette (photo ci-dessous), 30 ans, trouve que ce que fait la France est formidable : « Il ne faut pas laisser ces gens de côté après tout ce qu'ils ont vécu. J'aurais aimé que mes parents, quand ils sont arrivés en France, aient le même accueil. Il faut les aider ! » Lorsque l'on sonne à sa porte, le premier geste de Khalid, demandeur d'asile irakien de 40 ans, est de nous laisser entrer. Il est arrivé il y a un mois. Très propre, l'appartement est aussi vide : une table et un seul lit pour sa fille de 8 ans et lui : « Sa maman est morte, j'aimerais qu'elle aille à l'école », explique-t-il en allemand. Vive, affectueuse, Fayzal court nous faire un dessin : « On aimerait rester en

France... » À l'étage du dessous, Malika s'étonne : « Sa mère est morte ? Tiens j'avais un lit pour enfants, j'aurais pu leur donner... » Quelques kilomètres plus tard, à la limite de Cuincy, on retrouve les petits immeubles de la résidence de la Rose-raie où les douze migrants afghans et irakiens ne « font qu'entrer et sortir » : « De vrais fantômes », indique une voisine. Là aussi, la méfiance de départ s'exprime encore : « Il y a toujours des rumeurs, des gens qui pensent que leurs enfants sont en danger mais la cohabitation est sans histoires », résume Aurélie, 35 ans. Ce que confirme la Clé de la Rose, une asso voisine qui raconte : « On a beaucoup vu les premiers arrivés, moins les nouveaux. Mais on va mettre des actions en place. » Il y a deux semaines, le maire PS, Frédéric Chéreau, a réuni les structures qui souhaitent s'investir auprès des migrants. Un centre social va ainsi rencontrer ceux de la résidence des Quarante. Et trouver peut-être une école pour Fayzal et des cours de français pour tous. ■



Dans les centres, l'avenir se précise

Suite au démantèlement de Calais, 700 migrants ont été accueillis dans les centres d'accueil et d'orientation (CAO) des Hauts-de-France. Financées par l'État, ces structures pour séjours temporaires proposent aux migrants un suivi sanitaire et social. On trouve neuf CAO dans le Nord (pour 300 personnes), si on compte celui, spécifique aux étudiants, de Villeneuve-d'Ascq et un dans le Pas-de-Calais, à Croisilles où les tensions avec les habitants ont

été vives au départ. Le directeur du centre assure qu'aujourd'hui le climat est apaisé autour des 37 migrants accueillis qui ont presque tous obtenu un titre de séjour ou le statut de réfugié. Cela leur permettra d'envisager une formation. Un passage franchi pour 90 autres migrants dans le Nord qui, à terme, vont suivre quatre mois de formation professionnelle qualifiante en transport ou en logistique. Depuis le démantèlement, le Nord compte, par ailleurs, une cin-

quantaine de départs volontaires de migrants. Pour les mineurs isolés, la situation reste imprécise: l'Angleterre a accepté d'en accueillir seulement 25 sur les 140 situés dans les Hauts-de-France (60 pour le Nord). Ceux dont la minorité est reconnue par l'État seront intégrés dans le dispositif d'aide sociale à l'enfance (ASE) et répartis dans toute la France. S. F.-P. ■



VP15 - SANTÉ

Le coup de pouce de l'Agglo pour attirer de jeunes médecins

Par Estelle Baillieux
maubeuge@lavoixdunord.fr
Sambre. C'est en quelque sorte la carotte brandie au nez des étudiants en fac de médecine, pour les attirer sur un territoire qui reste encore trop souvent déserté par la profession. Car le constat est là. «De 2009 à 2014, le territoire a perdu 18 praticiens, des médecins généralistes. Nous avons voulu prendre le problème en amont», souligne Alain Liénard, qui a repris ce dossier auprès de la CAMVS, lui-même membre du conseil intercommunal prévention, sécurité routière, délinquance. «Selon l'Observatoire régional de la santé, dans cinq ans, 40% des médecins arriveront à l'âge de la retraite. Sur le territoire de l'Agglo, on suit cette évolution.» Un constat sévère. Pour prendre le problème à bras-le-corps, l'Agglo s'est orientée vers l'octroi d'aides financières attribuées à de jeunes étudiants en fac de médecine en troisième cycle universitaire: des aides de 300 euros mensuels pendant trois ans comme bourses, si les étudiants effectuent leur stage chez un praticien du territoire. «On espère sensibiliser les futurs médecins à notre territoire, ceux qui ne seraient

pas venus sur le secteur sans cette aide», souligne Alain Liénard.

Les maîtres de stage manquent (aussi) à l'appel

D'autres mesures incitatives et financières concernant des bourses d'engagement, (700 euros par mois durant trois ans d'internat de médecine générale) et enfin des aides à l'installation pour les médecins généralistes qui décideraient de s'installer en Sambre, à hauteur de 10 000 euros par an. «La volonté de l'Agglo est que ces aides financières soient opérationnelles dès 2017. Le président a rencontré début décembre le doyen de la faculté de médecine de Lille pour avoir son avis sur ces mesures incitatives», note Thierry Herbet, directeur du cabinet de Benjamin Saint-Huile, à l'Agglo. «Mais au-delà des bourses de stage, le doyen de la fac de médecine a soulevé un point. Le souci de trouver des maîtres de stage, pour ces étudiants en troisième cycle», poursuit Thierry Herbet.

Trouver la bonne formule

Les services de l'Agglo vont donc prochainement contacter l'ensemble des médecins libéraux par le biais d'un coordinateur. «Notre but est de trouver la combinaison gagnante-gagnante, à savoir faciliter le logement de ces jeunes étudiants en médecine, leur fournir une aide aux transports, et des incitations financières pour les attirer sur le territoire, précise Thierry Herbet. Il ne faut pas oublier que le territoire ne manque pas de projets, comme celui du futur hôpital. Le but est de répartir de façon équitable l'offre de santé. La désertification médicale ne touche pas que les zones rurales, mais aussi la ceinture urbaine. Selon l'Insee, les zones où la densité est moindre restent les zones d'Aulnoye-Aymeries, Maubeuge sud, Hautmont et les limites de Maubeuge et Louvroil.» Une commission sera prochainement mise en place, composée d'élus, de professionnels de santé et de représentants de la faculté de médecine, pour étudier les dossiers d'aide à l'installation. ■



L'hôpital délocalise son offre de soins: «une fausse bonne idée»?

En parallèle des mesures incitatives mises en place par l'Agglo, d'autres acteurs locaux de la santé tentent de répondre aux carences médicales du territoire. À Louvroil par exemple, un logement de fonction de l'école Mespreuven-Éluard est sur le point d'être loué par le centre hospitalier de Maubeuge. Le CHSA compte y installer un, voire deux, médecin(s) généraliste(s). Une première étape avant la maison médicale prévue près du conservatoire louvroilien. Réponse à court terme à la pénurie de médecins généralistes, cette solution, assez inédite, est loin

de faire l'unanimité. Certains médecins libéraux sambriens y voient une concurrence déloyale. C'est le cas du Dr Pierre-Marie Coquet, généraliste à Maubeuge et président de la commission Offre de soins de l'Union régionale des professionnels de santé (URPS). Dans une lettre ouverte, il dénonce cette «fausse bonne idée» qui consiste à créer des consultations de médecine générale «par des médecins salariés par le budget public du centre hospitalier». «Cette décision acte le fait que plus aucun médecin libéral ne s'installera dans cette ville, tranche-t-il. Les médecins sala-

riés de l'hôpital n'ont pas de soucis de rentabilité comme les libéraux. Ils ont des semaines de congés payés, des RTT. C'est une concurrence financée par l'argent public. Comment voulez-vous inciter de jeunes médecins à s'installer dans de telles conditions?» Contacté à ce sujet à de nombreuses reprises, l'hôpital de Maubeuge n'a jamais donné suite. L'Agence régionale de la santé a, quant à elle, été interpellée par le syndicat des médecins de l'Avesnois.M.P. ■



CARNET

Seul candidat à la succession de Gilbert Défossé, Patrick Kowalczyk élu maire hier soir

Abscon. Sans surprise, Patrick Kowalczyk a été élu maire hier soir. Il remplace Gilbert Défossé, premier magistrat de la commune depuis 2008, et qui n'a pas souhaité terminer son second mandat. Victime d'une mauvaise chute fin novembre, M. Défossé, qui évoque une «grande fatigue», a décidé, à 84ans, de démissionner (notre édition du 30 décembre). Redevenu simple conseiller, il n'a d'ailleurs pas pu, en raison de son état de santé, assister hier soir au conseil municipal intronisant son premier adjoint. L'opposition (emmenée par la conseillère régionale Sophie Granato) ayant décidé de ne pas présenter de candidat, Patrick Kowalczyk était le seul en lice. Pas de suspense donc avec vingt voix pour et les six bulletins nuls de l'opposition; l'élection du nouvel édile a pris des allures de «vote plé-

biscite», dicit M.Kowalczyk, qui s'est déclaré «fier» et «ému». À 64 ans, ce retraité de l'automobile (il a notamment travaillé pour Sevel) n'est pas un novice de la vie municipale puisqu'il a entamé, en 2014, son quatrième mandat d'adjoint. Il a ainsi fait partie des équipes de ses trois derniers prédécesseurs: Gilbert Défossé donc, mais aussi des défunts Pierre Bricout (par ailleurs grand-père de Sophie Granato) et Jeanne Lécu.

«Continuité»

Le nouveau maire a donc largement insisté sur la «continuité». «Les bases, les fondations sont réunies pour que l'avenir continue de se construire», a-t-il indiqué dans une brève allocution, insistant sur une «gestion rigoureuse». Interrogé par la

presse, il répète qu'il poursuivra les projets en cours. «On a de gros investissements pour la commune pour faire aboutir les différents projets en 2017-2018. On a notamment la création d'un pôle culturel et social sur un même lieu, sur 700m2. Le début de la construction est programmé pour septembre. On travaille sereinement.» En fin de conseil, Sophie Granato a pris la parole pour saluer le nouveau maire. «Nous vous souhaitons le meilleur, a-t-elle ajouté. Nous proposerons une opposition constructive, vigilante et exigeante.» Jérémy Lemaire Ont également été élus sept adjoints au maire: Jean-Michel Fourmaux, Marc Cachera, Marie-France Mortelette, Michel Poulain, Marie-Claude Brabant, Maryse Bougaran et Jean-Pierre Hazard. ■



Marie-Suzanne Copin inscrit ses pas dans ceux d'André Lenquette

PAR SÉBASTIEN CHÉDOZEAU
valenciennes@lavoixdunord.fr
BEUVRAGES. Elle a soufflé pour relâcher la pression et adressé un sobre «merci» à l'assemblée. Avant de se lancer. Marie-Suzanne Copin s'est excusée à l'avance, persuadée qu'elle allait bafouiller pour ses premiers mots de maire. Mais ce n'était pas la peine: elle a contenu ses émotions et rendu à André Lenquette, mort le 19 décembre à l'âge de 76 ans, l'hommage qu'elle lui devait. Entre elle et lui, qui se connaissaient depuis si longtemps, il n'y avait pas l'ombre d'une dissension. Éluë à son côté en 2001, elle était devenue sa première adjointe dans le courant du mandat suivant. Ils avaient même

prévu d'arrêter de concert, à la fin de celui-ci, en 2020, pour laisser la place à la génération suivante. Le décès de l'un et l'accession de l'autre au fauteuil de maire rebattent évidemment les cartes. Ancienne directrice de l'école Fénelon, elle aura 70 ans en août. «Je vais faire un an à la fois, et après, on verra», glissait-elle hier soir. Quand le bureau municipal s'était réuni pour évoquer la suite, dans les jours suivant la disparition d'André Lenquette, Marie-Suzanne Copin n'a pas fui ses responsabilités. Consciente de cette nécessité: «Il va falloir suivre» le rythme, et poursuivre l'œuvre entamée. «Mais je n'ai pas peur», a-t-elle assuré aux élus du conseil municipal qui venaient de la

porter à sa tête. Michel Domin et Michel Becque se sont présentés face à elle, candidats d'opposition de pure forme. Les dés étaient jetés. Désormais, Marie-Suzanne Copin ne s'assiéra plus à la gauche d'André Lenquette. Elle en a fait la promesse: ses pas s'inscriront dans ceux de «ce grand homme, tant par la taille que par le cœur et les compétences», qui lui «a démontré chaque jour combien la politique était un métier noble». Le nouveau bureau municipal: Marie-Suzanne Copin, maire; Ali Ben Yahia, Christine Lecompte, Raymond Caudron, Nadine Anzalone, Dominique Mary, Marie-Hélène Demolder, José Fosse, adjoints. ■



POLITIQUE RÉGIONALE

8e circonscription : cinq élus en compétition pour être le candidat de la droite

PAR BRUNO RENOUL
brenoul@lavoixdunord.fr ROUBAIX et wattrelos. Ils se voient tous députés. Pas moins de cinq élus de la majorité roubaisienne se sont portés candidats pour obtenir l'investiture des Républicains pour les législatives. Pas dans la septième circonscription, qui ne comprend qu'une petite partie du territoire roubaisien - les quartiers ouest- et est promise à l'UDI Francis Vercamer, le député-maire de Hem. Mais plutôt dans la huitième, qui s'étend sur Wattrelos et 80% de Roubaix. Ce ne sont pas les militants des Républicains qui sont appelés à désigner leur candidat, même si celui-ci devra prendre l'étiquette LR et être un soutien de François Fillon. Ce choix appartiendra aux membres de la majorité municipale, qui se réunissaient justement ce mardi soir en mairie pour en discuter. «L'idée, c'est qu'il y ait un tour de table et que chacun puisse exposer les raisons de sa candidature. Et l'objectif, c'est qu'on se mette

d'accord sur un nom et que ce processus ne génère pas de tensions», explique un adjoint au maire de Roubaix. Si personne ne se dégage, c'est Guillaume Delbar et son premier adjoint Max-André Pick, patron de LR dans la circonscription, qui trancheront.

Quatre à la suite pour Léonard Delcourt

Deux femmes et trois hommes se jugent de taille pour monter à l'assaut du siège de député aujourd'hui occupé par le maire de Wattrelos, Dominique Baert (PS), qui n'a pas encore déclaré ses intentions pour le scrutin de juin. D'abord, Milouda Ala, déjà maire des quartiers est, adjointe au logement et conseillère régionale. Elle a l'avantage d'être déjà cartée chez les Républicains, mais s'est mise en difficulté en prenant à partie publiquement en octobre Max-André Pick. Ensuite, Nathalie Desfrennes, ad-

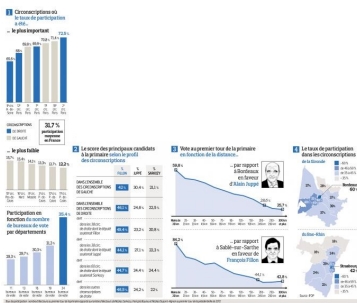
jointe au commerce, qui bien que non cartée présente un profil bien à droite. Elle a toutefois le handicap d'être maire des quartiers ouest, qui font partie de la 7e circonscription. Côté hommes, deux élus UDI, qui devront rallier LR s'ils veulent être investis: Michel Gacem, conseiller municipal en charge des relations humaines, et surtout Jean Deroi, le maire « atypique » des quartiers nord de la ville. Enfin, le dernier candidat n'est autre que Léonard Delcourt, adjoint à la vie économique, qui a opportunément annoncé son départ de l'UDI il y a tout juste un mois. Celui qui est collaborateur de Karine Charbonnier à la région est donc prêt à s'engager chez les Républicains. Après le PS, les Verts et l'UDI, Léonard Delcourt pourrait bientôt se vanter d'avoir exploré l'intégralité de l'échiquier politique, sauf les extrêmes. ■



POLITIQUE NATIONALE

rimaire à droite : que signifient es écarts de la participation ?

Les critères démographiques ont primé sur les critères politiques pour expliquer le taux de participation. C'est ce que montre une étude de l'Ifop prochainement publiée en intégralité par la Fondation Jean-Jaurès



Jérôme Fourquet
Directeur du département
opinion et stratégie
d'entreprises de
l'Ifop

ÉLECTIONS Pour déterminer le nombre de bureaux de vote dans chaque circonscription, les organisateurs de la primaire s'étaient basés sur le nombre de voix obtenues au premier tour de l'élection présidentielle de 2012 par François Bayrou, Nicolas Sarkozy et Nicolas Dupont-Aignan. C'est ce périmètre électoral que nous avons retenu pour calculer un taux de participation à la primaire. Sur la base des circonscriptions de métropole, ce taux s'établit à 31,7 %. Quelles que soient les limites de cet indicateur (des électeurs de gauche et du FN ont également voté), il est utile pour mesurer les

disparités de la mobilisation sur le territoire. Ce taux varie de plus de 65 % à moins de 15 %, soit un écart bien plus prononcé que lors d'élections classiques.

UN VOTE FORTEMENT URBAIN

La facilité d'accès à un bureau de vote semble être un des principaux paramètres ; les circonscriptions où le taux de participation a été le plus élevé sont ainsi toutes situées à Paris ou dans les Hauts-de-Seine. Ces circonscriptions très participatives sont autant de gauche que de droite. Ce constat vaut également au plan national : le taux de participation a été à peine un peu plus élevé dans les circonscriptions ayant élu un député de droite (32,8 %) que dans celles étant représentées par un député de gauche (30,2 %). Le poids du degré d'urbanisation a été bien plus déterminant que la couleur politique des territoires. Ce sont en effet la plupart des circonscriptions de l'ensemble de l'agglomération parisienne qui se sont distinguées par un taux de participation très élevé. De même, on observe un clivage urbain/rural très net en province avec des circonscriptions correspondant à des centres de grandes métropoles dans le haut de ce palmarès : 2^{de} circonscription et 1^{re} de la Gironde avec 60,8 % et 59,8 % de participation, 1^{re} de l'Isère (52,3 %) ou bien encore 2^{de} du Rhône (50 %). Le cas de la Gironde montre bien le contraste entre les circonscriptions bordelaises (1^{re} et 2^{de} très mo-

bilisées), les circonscriptions recouvrant les communes de la communauté urbaine (3^e, 4^e, 5^e et 6^e) avec une participation un peu moins importante et les autres circonscriptions correspondant à des territoires péri-urbains ou ruraux où la primaire a encore moins fait recette. Cette logique se répète un peu partout, comme le montre le cas du Bas-Rhin où la participation décline sensiblement à mesure que l'on s'éloigne de Strasbourg.

Le nombre de bureaux de vote par circonscription a lui aussi eu une influence. Dans les circonscriptions où le nombre d'électeurs de droite et du centre avait été le plus fort en 2012 et dotées de ce fait de 24 bureaux de vote, le taux de participation s'est établi en moyenne à 35,4 %. À l'inverse, il n'a été que de 29,3 % dans la strate de circonscriptions qui ne comptaient que 11 bureaux de vote.

Les diplômés et les CSP+ ont nettement plus participé à la primaire. Or ces catégories sont surreprésentées dans le cœur des grandes agglomérations. Dans certaines zones privilégiées, ce facteur sociologique vient se surajouter à la faible distance moyenne séparant un électeur d'un bureau de vote pour aboutir à des taux de participation très importants. Ce paramètre sociologique explique également des différences de participation au sein d'une même agglomération entre une circonscription très populaire et une autre géographiquement voisine mais beau-

coup plus aisée. C'est le cas par exemple dans les Hauts-de-Seine avec un taux de participation de seulement 33,9 % dans la 1^{re} circonscription (Gennevilliers, Colombes et Villeneuve-la-Garenne) contre 60,7 % dans la 2^e circonscription (Asnières-sur-Seine) et 58,7 % dans la 5^e circonscription (Levallois-Perret et Clichy). Même phénomène dans l'agglomération bordelaise avec 46 % de participation dans la populaire 3^e circonscription (Bègles, Talence et Villenave-d'Ornon) contre près de 60 % dans les deux circonscriptions bordelaises intra-muros.

Cette combinaison de facteurs explique également le différentiel de participation entre la 1^{re} circonscription de Haute-Garonne (centre de Toulouse, 37,8 % de participation) et la 2^{de} circonscription des Vosges (est des Vosges autour de Saint-Dié, 19,8 % de participation). Alors que le nombre de bureaux de vote était identique dans les deux circonscriptions (13 bureaux chacune), que la droite et le centre avaient rassemblé exactement le même nombre d'électeurs dans ces deux territoires et alors que la circonscription vosgienne était détenue par la droite quand la circonscription toulousaine l'était par la gauche, le taux de participation a été près de deux fois supérieur dans cette dernière circonscription très urbaine à ce qu'il a été dans la circonscription vosgienne correspondant à un espace très rural. Les treize bureaux de vote de cette circonscription couvraient pas moins de 118 communes et un bureau de vote comptait à lui seul 32 communes rattachées. On sait que la distance pour aller voter dans ce bureau a été beaucoup plus grande que pour les électeurs de l'hyper-centre de Toulouse, ce qui a eu un impact certain sur la participation.

Au plan national, les circonscriptions lanternes rouges sont toutes de

gauche, avec le plus faible nombre de bureaux de vote (11) et correspondent toutes à des zones populaires péri-urbaines ou rurales avec une forte proportion d'ouvriers et d'employés.

« L'EFFET FIEF » POUR FILLON ET JUPPÉ

Les calculs effectués par l'Ifop en fonction de la distance par rapport à Sablé-sur-Sarthe pour François Fillon, et Bordeaux pour Alain Juppé viennent confirmer « l'effet de fief » dont ils ont bénéficié. Pour Fillon, cet effet est extrêmement puissant. Ses scores jusqu'à 70 kilomètres sont en effet très nettement supérieurs à la moyenne nationale (au moins 20 points de plus). Et cette « prime » à la proximité fonctionne jusqu'à 200 kilomètres de distance autour de Sablé. Une telle distance fait par exemple rayonner à l'ouest l'influence ou la prime locale au Sarthois jusqu'à Mur-de-Bretagne dans les Côtes-d'Armor (49,8 %), et à l'est jusqu'à Sully-sur-Loire dans le Loiret (47,1 %). En direction du sud-ouest, les scores à une telle distance seront plus faibles (et en général inférieurs à la moyenne nationale) : 41 % à Loulay et 38,2 % à Cire-d'Aunis en Charente-Maritime et 34,5 % à Availles-Limouzine dans la Vienne par exemple. Cette moindre performance s'explique en partie par la concurrence exercée par l'effet fief en faveur d'Alain Juppé, dans ces départements qui appartiennent à la région Nouvelle Aquitaine.

Ce phénomène fonctionne aussi pour le maire de Bordeaux qui enregistre un score moyen de près de 60 % dans les bureaux de vote situés à moins de 20 kilomètres de Bordeaux. Jusqu'à 120 kilomètres de distance de son fief, le maire de Bordeaux atteint encore 39,1 %, soit quasiment 10 points de plus que sa moyenne nationale. Et si son score est moins im-

pressionnant dans le cœur de son fief que pour François Fillon dans le sien (mais la densité de population est bien plus importante à Bordeaux qu'à Sablé et dans la périphérie), on observe une prime en sa faveur encore à 200 voire 250 kilomètres de la métropole girondine.

L'IMPACT TRÈS RELATIF DU SOUTIEN DES DÉPUTÉS

Pour mesurer l'influence des députés, nous avons calculé les scores moyens de François Fillon, Alain Juppé et Nicolas Sarkozy sur différentes strates de circonscriptions. Alain Juppé fait un score significativement plus élevé dans les circonscriptions de gauche (30,4 % contre 24,6 % dans celles de droite), ce qui constitue un signe supplémentaire du soutien important apporté au maire de Bordeaux par la frange de l'électorat de gauche ayant participé à la primaire. À l'inverse, François Fillon amplifie son score dans les circonscriptions de droite : 46,1 % contre 42 % dans celles de gauche.

On constate ensuite que le soutien d'un député a généré une petite prime dans la circonscription pour le candidat soutenu sans que cet apport soit spectaculaire. Le « bonus » s'établit à 2 points pour Nicolas Sarkozy, 2,5 points pour Alain Juppé et près de 3,5 points pour François Fillon. Dans les zones où l'effet prescripteur d'un député entraine en concurrence avec l'effet fief bénéficiant à un candidat autre que celui soutenu par le député local, l'effet prescripteur a eu assez peu de poids. Ainsi, dans son aire d'influence, François Fillon atteint 61,4 % dans la 3^e circonscription de Mayenne (limrophe de la Sarthe) dont le député Yannick Favennec soutenait Alain Juppé, qui n'obtient lui que 19,7 % des voix. La domination du Sarthois

est également des plus nettes dans la 7^e circonscription du Maine-et-Loire (elle aussi voisine de la Sarthe) avec 55,8 % contre 26,2 % pour Alain Juppé, pourtant appuyé par le député Marc Laffineur. On observe le même scénario dans le fief girondin d'Alain Juppé. Le maire de Bordeaux devance très nettement Nicolas Sarkozy (44 % contre 18,9 %) dans la 8^e circonscription détenue par Yves Foulon, député maire d'Arcachon, qui soutenait l'ancien chef de l'État. Son pouvoir de prescription a été un peu plus important au niveau de sa commune (Nicolas Sarkozy obtenant 22,3 % à Arcachon) qu'à l'échelle de sa circonscription. Deux autres soutiens de Nicolas Sarkozy ont également eu plus d'influence à l'échelle de leur commune que sur l'ensemble de leur circonscription. À Provins, ville de Christian Jacob, l'ancien président de la République rassemble 32,8 % des

voix contre 30 % sur l'ensemble de la 4^e circonscription de Seine-et-Marne. Éric Woerth voit quant à lui son candidat obtenir 24,3 % dans sa ville de Chantilly, soit un niveau un peu plus élevé que dans sa circonscription (4^e de l'Oise) : 22,4 %.

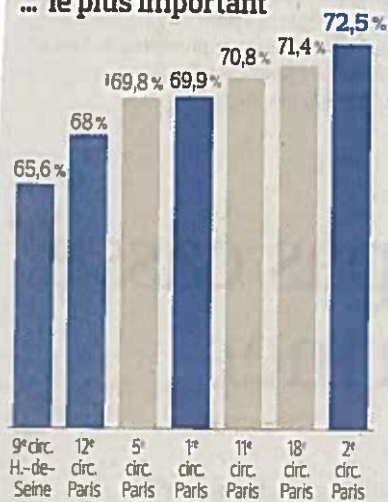
Nous avons également examiné les résultats dans 60 communes moyennes et petites dont le maire soutenait Nicolas Sarkozy. Dans 44 cas sur 60, Nicolas Sarkozy a obtenu un score supérieur à sa moyenne nationale. Il atteint ainsi en moyenne 26,5 % dans ces communes contre 20,7 % au plan national, soit une « prime » de 5,8 points. Cette prime lui a permis de virer en tête dans 5 communes : Biguglia en Haute-Corse, Châteaurenard dans les Bouches-du-Rhône, ville de Bernard Reynes, soutien historique de Jean-François Copé ayant rallié Nicolas Sarkozy, ainsi

que dans trois villes à fort vote FN : Freyming-Merlebach en Moselle, Agde dans l'Hérault et Calais, où Nicolas Sarkozy est au coude à coude avec François Fillon (36,6 % contre 36 %). Dans 28 autres communes, il arrive en deuxième position et dans 27 cas à la troisième place. C'est notamment le cas dans les villes aisées des Hauts-de-Seine (Chaville, Colombes, Rueil-Malmaison et Asnières-sur-Seine), où François Fillon mais aussi Alain Juppé obtiennent de bons scores, ou bien à Fresnay-sur-Sarthe, chef-lieu de canton du nord-Sarthe où, en dépit du soutien de Fabienne Brette-Ménager, Nicolas Sarkozy est écrasé par le « régional de l'étape » : 77,8 % pour François Fillon contre 9,5 % seulement pour lui. ■



1 Circonscriptions où le taux de participation a été...

... le plus important



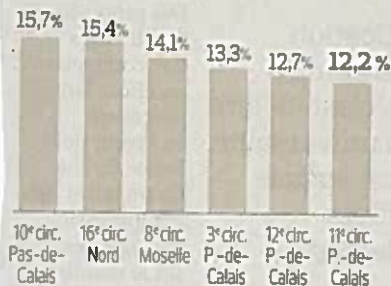
CIRCONSCRIPTIONS

■ DE DROITE

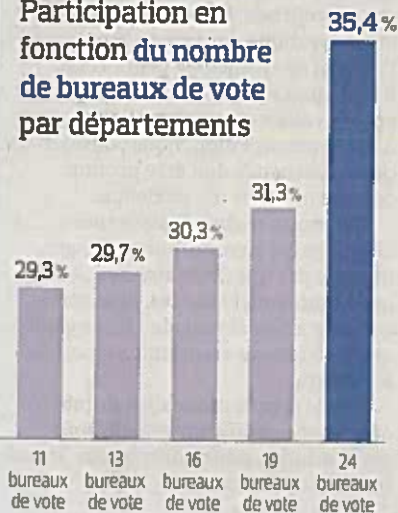
■ DE GAUCHE

31,7 %
participation
moyenne
en France

... le plus faible



Participation en fonction du nombre de bureaux de vote par départements



2 Le score des principaux candidats à la primaire selon le profil des circonscriptions

	FILLON	JUPPÉ	SARKOZY
DANS L'ENSEMBLE DES CIRCONSCRIPTIONS DE GAUCHE	42 %	30,4 %	21,1 %
DANS L'ENSEMBLE DES CIRCONSCRIPTIONS DE DROITE	46,1 %	24,6 %	22,5 %
dont			
dans les 38 circ. de droite dont le député soutenait Fillon	49,4 %	23,2 %	20,8 %
dont			
dans les 38 circ. de droite dont le député soutenait Juppé	44,1 %	27,1 %	22,3 %
dont			
dans les 60 circ. de droite dont le député soutenait Sarkozy	44,7 %	24,4 %	24,4 %
dont			
dans les autres circonscriptions de droite	46,5 %	24,2 %	22 %

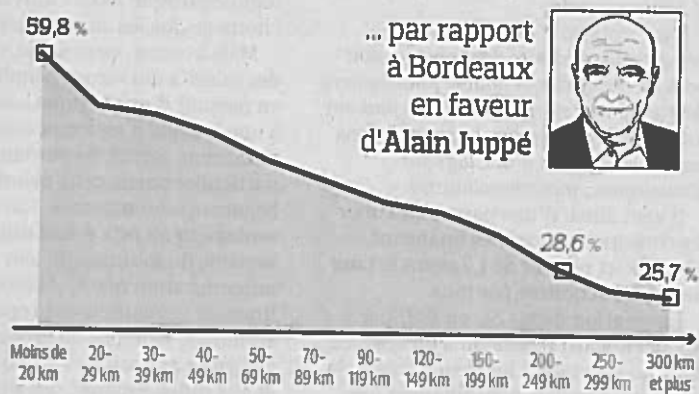
Taux de participation : nombre d'électeurs au premier tour de la primaire rapporté au nombre d'électeurs du scrutin présidentiel de 2012

LE FIGARO

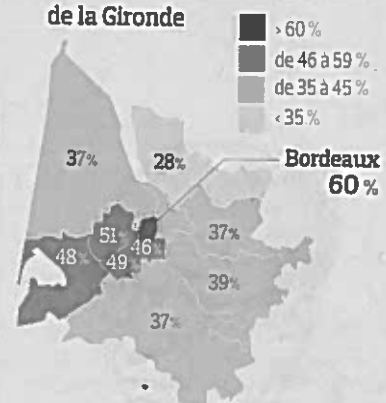
04 JAN, 2017

Handwritten signature

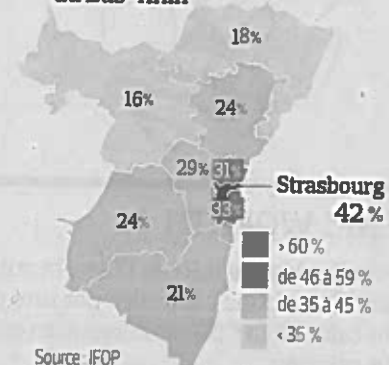
3 Vote au premier tour de la primaire
en fonction de la distance...



4 Le taux de participation
dans les circonscriptions
de la Gironde



du Bas-Rhin



Source: IFOP

LE FIGARO

04 JAN. 2017

IV

Ce que cache la révolution territoriale de Marine Le Pen



Eu sur les régions ! Pour le lancement de sa campagne présidentielle, on attendait Marine Le Pen sur l'Europe, l'immigration ou la laïcité ; c'est sur le terrain institutionnel qu'elle a choisi de faire de nouvelles propositions. Avec, notamment, cette idée de supprimer purement et simplement les régions. Loin de ses « fondamentaux », la présidente du Front national ? Pas tant que ça.

Le « paquet » institutionnel qu'elle entend soumettre à référendum dans la foulée de son éventuelle accession à l'Élysée, destiné « à remettre la France en ordre », comme elle l'explique au *Figaro*, est en fait un moyen pour Marine Le Pen de concilier sa ligne directrice, la « reconquête de la souveraineté nationale », et son impératif tactique de respectabilité et de crédibilité.

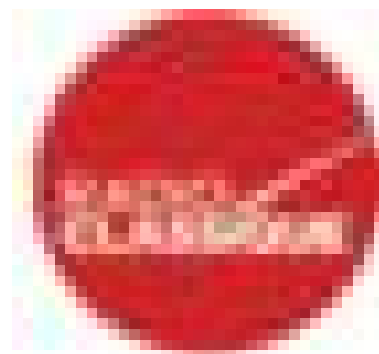
À son tour, la candidate du Front national promet donc de s'attaquer au fameux « mille-feuille » territorial. Mais en suggérant le chemin strictement inverse à celui tracé par la droite ou par la gauche. Depuis plusieurs décennies, toutes les réformes ou propositions territoriales visent en effet à renforcer les deux échelons les plus récents : les régions et les

intercommunalités. Ce qui tend, de facto, à affaiblir les deux niveaux les plus anciens : les départements - Hollande avait parlé de les supprimer, Sarkozy voulait les absorber - et les communes. Marine Le Pen défend la logique contraire. Elle veut supprimer les régions et les intercommunalités. Querelle de spécialistes ? C'est en fait la conception de la nation et de l'État qui est en jeu. Car la candidate du FN va au bout de la logique : dans le prolongement de l'intercommunalité et des régions, il y a l'Union européenne, autre structure récente et fédérale, alors que l'État national est dans la lignée des communes et des départements, autres structures éprouvées par le temps. « Ces échelons sont un gage de proximité et d'efficacité ; et les Français y sont fortement attachés », explique-t-elle.

Le message est simple : il s'agit pour elle de dénoncer tout un jeu de poupées russes dont l'Union européenne serait le couronnement et qui n'aurait d'autre effet que de priver les citoyens de leur identité, de leurs racines et de leur souveraineté. L'architecture territoriale voulue est donc le volet institutionnel d'un projet dont le rétablissement d'une monnaie nationale est le volet économique et le retour définitif aux frontières le volet régalien.

Et c'est aussi cette ligne directrice, « au nom du peuple », son slogan de campagne, qui sous-tend les autres propositions institutionnelles qu'elle veut inscrire dans la Constitution de la V^e République. Comme

l'obligation de passer par le référendum pour toute révision constitutionnelle (donc la suppression du Congrès), la disparition pure et simple du titre XV de cette Constitution, c'est-à-dire les articles sur l'Union européenne, la primauté rétablie des lois nationales sur les directives européennes... Marine Le Pen prône encore le septennat non renouvelable, la suppression du Conseil économique, social et environnemental et la réduction à 500 du nombre des parlementaires (300 députés élus à la proportionnelle et interdits de cumul et 200 sénateurs, élus de territoires et autorisés à cumuler).



» Retrouvez
Guillaume Tabard
tous les matins à
8 h 10 sur Radio
Classique

Cette voie institutionnelle peut sembler aride, voire décalée, pour un parti qui a prospéré sur le terrain contestataire. Mais Marine Le Pen fait le pari qu'elle ne peut pas perdre le socle acquis jusqu'à ce jour. Et qu'elle a tout à gagner à peaufiner ainsi sa panoplie présidentielle. ■

par Guillaume Tabard E@gtabard

“ Il s'agit pour elle de dénoncer tout un jeu de poupées russes (...) qui n'aurait d'autre effet que de priver les citoyens de leur identité

